



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec (Québec), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 Télécopieur: (418) 525-0740

Courrier électronique: collectif@pauvrete.qc.ca

Communiqué de presse Pour diffusion immédiate

Rendez-vous de la solidarité 2009 – volet national Le Collectif pour un Québec sans pauvreté quitte la consultation du ministre Hamad

QUÉBEC, le 15 juin 2009 – Le Collectif pour un Québec sans pauvreté, à l'instar de nombreuses organisations nationales, a quitté le « Rendez-vous de la solidarité 2009 – volet national » orchestré par le ministre responsable de la lutte à la pauvreté, monsieur Sam Hamad. Il tient à signifier sa déception relativement à ce Rendez-vous et considère impossible de cautionner le simulacre de consensus qui se dégagera de cette journée.

Un processus biaisé d'emblée

Le Collectif dénonce le gouvernement qui met en doute, dans son cahier de consultation, que les personnes en situation de pauvreté sont les premières à agir pour s'en sortir. Cette remise en question, fondée sur des préjugés, est tout à fait inacceptable et porte atteinte à la dignité des personnes. « La lutte à la pauvreté est d'abord et avant tout une question de protection des droits humains, comme le sont le droit à la santé et le droit à un revenu décent. Or, nulle part il n'est question des droits humains dans le cahier de consultation produit par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale » d'affirmer Ian Renaud-Lauzé, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Axée sur l'emploi et sur la responsabilisation individuelle, la vision gouvernementale de la lutte à la pauvreté entre en contradiction avec les obligations énoncées dans la Loi et les conventions internationales.

Près de 100 000 signatures passées sous silence

Dans le cadre de sa consultation, le gouvernement fait fi des revendications mises de l'avant par le Collectif et sa campagne MISSION COLLECTIVE : bâtir un Québec sans pauvreté, qui a recueilli 98 727 signatures et 1 052 appuis d'organismes. Les trois revendications de MISSION COLLECTIVE réclament :

- que touTEs les citoyenNEs aient accès à des services publics universels de qualité;

- que le salaire minimum permette aux travailleuses et aux travailleurs de sortir de la pauvreté;

- que les protections sociales assurent à toute personne un revenu au moins égal à la Mesure du panier de consommation (MPC).

Le ministre Hamad connaît ces revendications, puisqu'il a présenté une motion pour souligner « la contribution du Collectif pour un Québec sans pauvreté dans l'évolution et l'avancement des politiques québécoises en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale », le jour même où la pétition était déposée à l'Assemblée nationale.

Un manque flagrant de vision

Clairement influencé par des orientations néolibérales, le gouvernement ne considère pas la réduction des inégalités de revenus comme un moyen pour lutter contre la pauvreté. Il semble vouloir se dégager de ses responsabilités en les déversant sur différents acteurs de la société civile. « Le gouvernement cherche à gérer la pauvreté, alors qu'il faut travailler à l'éliminer » a aussi affirmé Ian Renaud-Lauzé. Le gouvernement ne prend même pas en compte les recommandations de son propre Comité consultatif en matière de lutte à la pauvreté et d'exclusion sociale qui prône la fin des catégories à l'aide sociale ainsi qu'une hausse des prestations de l'aide de dernier recours.

Le ministre Hamad doit prendre acte des critiques du mouvement citoyen québécois et profiter de la période estivale pour réajuster le tir en vue du volet régional de ces consultations prévues pour l'automne.

Actif depuis 1998, le *Collectif pour un Québec sans pauvreté* regroupe 34 organisations nationales québécoises, populaires, communautaires, syndicales, religieuses, féministes, étudiantes, coopératives ainsi que des collectifs régionaux dans quinze régions du Québec. Toutes ces organisations ont dans leur mission la lutte à la pauvreté, la défense de droits et la promotion de la justice sociale. Des centaines d'organisations et d'individuEs de plusieurs secteurs de la société civile forment son réseau d'appui.